

# Ghardaïa abritera la tripartite le 23 septembre

• Tebboune : la rentrée sociale sera «calme»

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4236 - Lundi 31 juillet 2017 - Prix : 10 DA

Travaux publics

### 52 mises en demeure adressées à différentes entreprises

Principale raison de nombreuses maladies gastriques

## Les Algériens en attente d'une culture d'hygiène alimentaire

### L'isolement croissant du Qatar

Par Mohamed Habili

**S**i les ministres des Affaires étrangères des quatre pays arabes boyotteurs du Qatar se sont rencontrés hier à Manama, c'est probablement pour tout à la fois évaluer les effets de leur action commune et décider des suites à lui donner s'il leur apparaît que les résultats escomptés ne sont pas encore au rendez-vous. Bien entendu si par principal but recherché par eux, on entend une déclaration solennelle du Qatar spécifiant qu'il se rend à leurs raisons, qu'il abandonne tout soutien aux groupes terroristes, qu'il cesse de se mêler des affaires intérieures d'autrui, comme de faire de lui-même une terre d'asile pour terroristes, on peut tout de suite dire qu'ils sont encore loin du compte. Il est probable que les autorités qatariennes ne se résoudront jamais à un geste aussi extrême et aussi humiliant, et qui par cela même signifierait leur fin aussi sûrement qu'une bonne guerre menée et perdue par elles. Ce n'est pas d'ailleurs ce qui leur est demandé, à ce qu'il semble tout au moins. Un geste de bonne volonté de leur part suffirait probablement à ramener leurs boyotteurs à de meilleurs sentiments à leur égard. Un geste de cette sorte, ce serait par exemple qu'elles prient l'une ou l'autre des personnalités sulfureuses qui se trouvent chez elles, non pas de quitter le pays, mais seulement d'observer la réserve qu'il convient à un réfugié politique, et de le faire savoir aussitôt.

Suite en page 3

A cause de l'allocation touristique de la «honte»

# Les Algériens pénalisés par le marché noir en devise



110 à 120 euros en moyenne est la somme que l'Algérien a le droit d'échanger en banque une fois l'an pour voyager. Une allocation touristique des plus dégradantes au Maghreb, contrairement au Maroc ou à la Tunisie où leurs citoyens ont le droit à un change annuel respectivement de 3 500 et 3 000 euros. [Lire page 2](#)

Ph/D.R.

Plus de 3 500 cas recensés depuis le début de l'année

## Alerte aux piqûres de scorpion

Festival Raconte-Arts

### Des activités intéressantes pour un public nombreux

A cause d'une allocation touristique de la «honte»

# Les Algériens pénalisés par le marché noir en devise

■ 110 à 120 euros en moyenne est la somme que l'Algérien a le droit d'échanger en banque une fois l'an pour voyager. Une allocation touristique des plus dégradantes au Maghreb, contrairement au Maroc ou à la Tunisie où leurs citoyens ont le droit à un change annuel respectivement de 3 500 et 3 000 euros.

Par Yacine Djadel

L'été est la saison des voyages. Pour les Algériens ayant l'habitude de s'offrir des airs des évasion en été, partir à l'étranger est devenu très coûteux. La cause est l'austérité bancaire imposée aux citoyens par la Banque d'Algérie. Un taux de change en devise des plus dérisoires quant aux pays du Maghreb. Avec la modique somme de 110 euros pour l'équivalent de 14 700 DA chaque année, on ne peut pas dire que le citoyen voulant se rendre à



l'étranger puisse faire grand-chose avec. Ainsi, par manque de choix, au vu de la fermeture bancaire imposée par le système général du pays, les gens se rabattent sur le marché noir. Une sorte de banque parallèle et surtout dépourvue de toute fiscalité ou taxes réglementaires. Du pur donnant-donnant en cash, et ce, au vu et au su de tous. Devant même les autorités si on parle du marché informel du square Port Saïd à Alger. Un lieu de transaction illicite en devises, deux fois plus élevé que celui des banques et changes officiels régis par la Bourse internationale et

autres. La flambée de la devise au marché parallèle, notamment en été, ne donne guère donc le choix aux Algériens en permanente mobilité. 120 euros pour 23 400 DA.

Un taux de change de 1 euro pour 192 DA au marché noir de la devise, au lieu de 1 euro pour 110 à 120 DA en moyenne à la Banque. Soit une différence de 9 000 DA pour l'allocation touristique de 120 euros. Ainsi, faute d'ouverture de bureaux de change comme cela se fait dans tous les pays, le citoyen algérien est pénalisé deux fois plus à chacun de ses déplacements à l'étranger. Même pour ceux ayant des missions de travail hors du territoire national, la maigre somme reste la même. Pas de dérogation ou traitement spéciaux pour des motifs professionnels. «Moi à titre d'exemple, je voyage trois à quatre

fois par an, entre raison personnelle et professionnelle, au lieu de faire mon change à 1 pour 11 en banque, je suis toujours contraint de l'effectuer au marché noir avec 1 pour 19, soit une perte de 8 %. Franchement il y a que dans ce bled qu'on voit ça», a déploré Amine, cadre dans une entreprise. Même avis de la part de Meriem, une jeune artiste qui passe plus de temps en Belgique qu'au pays et qui a dit qu'«avec 120 euros échangés contre 15 000 DA par les banques algériennes, honnêtement, c'est une manière d'insulter les gens. Car on ne peut dire qu'il s'agit réellement d'une véritable bourse pour voyager à l'étranger». En effet, cette situation inconcevable ne cesse de susciter, moult réactions et débats en société.

A tel degré que parler de change est synonyme d'allocation de la honte. Pour ce faire, les responsables financiers de la Banque d'Algérie ont à maintes reprises annoncé des augmentations de la somme, mais en vain. Prétendant toujours la crise économique, ces derniers n'ont rien fait pour lever cet embargo bancaire individuellement appliqué sur les citoyens. Pourtant, il est impératif pour bon nombre de citoyens qui voyagent de revoir en hausse l'allocation touristique, laquelle s'avère vitale pour eux. Certes, le contexte économique que traverse le pays ne le permet peut-être guère, néanmoins, à cause de cette privation au droit de change en devise, il est clair que c'est bel est bien l'Algérien au revenu modeste qui paie les pots cassés.

Y. D.

## Travaux publics

### 52 mises en demeure adressées à différentes entreprises

Plusieurs projets structurants dans le secteur des travaux publics et des transports sont en souffrance. Entamés depuis des années, pour certains, des chantiers qui ont coûté des milliards de centimes accusent d'énormes retards que personne n'arrive à expliquer. A cet effet, le département du nouveau ministre des Travaux publics et des Transports a adressé récemment des mises en demeure par des institutions publiques à des entreprises de réalisation dans ce domaine. Pas moins de 52 mises en demeure ont été adressées aux différentes entreprises privées activant dans le secteur des travaux publics, a révélé Abdelghani Zaâlane. Le ministre a indiqué que ces mises en demeure avaient concerné des entreprises publiques et privées, et même des entreprises étrangères, conformément à la loi sur les marchés publics et en application des clauses des contrats signés par les maîtres de l'ouvrage et les maîtres d'œuvre, dans le cadre des lois en vigueur. Il a exhorté, dans ce sens, les responsables de son secteur à respecter les délais de réalisation des différents projets du secteur, tout en respectant la démarche de rationalisation et de bonne gouvernance initiée par le gouvernement dans son nouveau plan d'action. Le ministre a mis l'accent sur l'impératif de la rationalisation des dépenses, de la transparence dans la gestion des marchés publics et du respect des principes de la concurrence dans le choix des opérateurs contractuels. M. Zaâlane a indiqué au sujet de sa rencontre avec les cadres du secteur, première du genre depuis sa nomination, qu'elle visait à examiner et à trouver des solutions aux problèmes rencontrés sur le terrain pour les secteurs des Travaux public et des Transports et à donner les orientations et les instructions aux responsables dans le cadre de la mise en œuvre du programme du gouvernement. Il s'agit également de les exhorter à faire

preuve d'esprit d'initiative au service du développement local et économique du pays, a-t-il ajouté. S'adressant aux cadres du secteur, le ministre a mis l'accent sur la place importante des secteurs des Travaux publics et des Transports dans le développement économique du pays, rappelant que grâce aux projets réalisés, l'Algérie dispose actuellement de 126 000 km de routes, 1 200 km d'autoroutes, 48 ports, 36 aéroports et plus de 4 000 km de lignes ferroviaires dont 560 km de lignes à double voie, 13 km de lignes de métro (Alger), 4 lignes de tramway et 10 télégraphiques. Rappelant la réception de 12 000 km de routes et autoroutes dans le cadre des plans quinquennaux 2005-2009 et 2010-2014, le ministre a appelé les responsables à poursuivre les efforts pour la réception du programme actuel qui s'articule autour de la réalisation de près de 4 000 km de routes et 750 km d'autoroutes reliant les ports et grandes villes à l'autoroute Est-Ouest, outre le programme visant le désenclavement des régions intérieures et celles du sud du pays, ainsi que la poursuite de la réalisation des 64 gares routières équipées de tous les moyens de détente au profit des voyageurs. Dans le domaine du rail, M. Zaâlane a fait état de la réalisation en cours de 2 890 km de voies ferrées dont 574 km de travaux de renouvellement représentant 44 projets importants pour le transport de près de 58 millions de tonnes de marchandises, 125 millions de voyageurs par année à l'horizon 2020 et 266 tonnes de marchandises et 420 millions de voyageurs à l'horizon 2040. La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) verra cette année l'acquisition et la rénovation des trains diesel et l'acquisition de wagons pour le transport de phosphate ainsi que des autorails pour les longues distances, a-t-il ajouté.

Meriem Benchaouia

Chez Renault,  
l'après-vente vous  
redonnera le sourire

**OPTEZ POUR LE PARE-BRIS D'ORIGINE**  
UNE MEILLEURE VISION POUR UNE SÉCURITÉ OPTIMALE

Garantie pièce d'origine

L'ordre du jour sera défini avant fin août

# Ghardaïa abritera la tripartite le 23 septembre

■ Après celle tenue en mars dernier à Annaba, la prochaine tripartite, première sous l'ère de Abdelmadjid Tebboune, aura lieu donc dans la capitale du M'zab, Ghardaïa. L'ordre du jour à débattre sera arrêté «avant fin août». C'est ce qui a été décidé hier, lors de la réunion de préparation ayant regroupé le gouvernement avec les partenaires socio-économiques signataires du Pacte national économique et social de croissance de 2014.

Par Lynda Naili

Après celle tenue en mars dernier à Annaba, la prochaine tripartite, première sous l'ère de Abdelmadjid Tebboune, aura lieu à la rentrée sociale dans la capitale du M'zab, Ghardaïa. Une décision conjointement arrêtée hier durant la réunion préparatoire de ladite tripartite tenue à Alger avec le gouvernement et les partenaires socio-économiques signataires du Pacte national économique et social de croissance, Union générale des travailleurs algériens et Patronat, en l'occurrence.

A ce titre, après plus d'une semaine de brouille, les trois parties prenantes de ladite tripartite se sont retrouvées autour d'une même table. Une fois la date et le lieu de la prochaine tripartite fixés, il a été convenu d'arrêter le contenu de l'ordre du jour de cette rencontre «avant la fin août», a indiqué Abdelmadjid Tebboune. Aussi, le Premier ministre a-t-il demandé aux concernés de travailler sur les questions à examiner lors de cette rencontre et de soumettre leurs propositions à la date suscitée. «Nous invitons toutes les parties prenantes à la prochaine tripartite à soumettre leurs propositions, au cours du mois d'août, sur l'ordre du jour et les questions qui devraient être évoquées lors de la prochaine réunion de la tripartite. On doit trancher sur cette question et arrêter l'ordre du jour avant la fin août», a souligné Tebboune lors de la réunion préparatoire de la tripartite. A ce sujet, il relèvera que la tripartite de Ghardaïa traitera «obligatoirement» les bilans des actions engagées auparavant pour évaluation, ainsi que «l'actualité économique et les futures actions à entreprendre, de part et d'autre, pour une nouvelle démarche économique». S'agissant du choix de Ghardaïa pour abriter la tripartite de septembre prochain, Tebboune dira qu'il s'agit d'un choix «judicieux», étant donné que c'est une région du Sud qui dispose



Photo: R.

de «nombreux» investisseurs «très honnêtes». «Entre Ghardaïa, El Menea et Laghouat, c'est à Ghardaïa qu'on peut recentrer le développement économique de la région, car il y a de l'espace, de l'eau et beaucoup d'autres atouts. C'est pourquoi elle sera revue dans le plan de l'aménagement du territoire», a-t-il expliqué. Aussi, vu l'importance de la région, le Premier ministre prévoit, dans le cadre de l'aménagement du territoire, de «revoir» la délimitation de cette wilaya en guise d'encouragement.

## Les syndicats autonomes crient à l'exclusion et menacent

Pour leur part, les syndicats autonomes n'ayant pas été conviés à cette réunion préparatoire, ont une fois de plus dénoncé «cette énième exclusion». «C'était prévisible», dira Meziiane Meriane, président du Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest). «Jusqu'à quand cette diabolisation des syndicats autonome ?», s'indignera le syndicaliste qui qualifiera cette «exclusion» de «dramatique». «Puisqu'il est en ainsi, que chacun assume sa res-

ponsabilité face à d'éventuels conflits sociaux», prévendra-t-il. En conséquence, Meziiane Meriane fera part qu'un plan d'action conjointement élaboré par la coordination des syndicats autonomes sera incessamment établi. Lequel plan sera suivi d'une demande d'audience officielle adressée au Premier ministre, avant la rentrée sociale, afin de dénoncer cette exclusion des syndicats autonomes du dialogue et de la concertation sociale, et aussi discuter de la question du pouvoir d'achat laminé par l'inflation ainsi que du dossier relatif à la retraite». Pour sa part, Nabil Ferguenis, chargé de communication du Syndicat autonome des personnels de l'administration publique (Snapap), déplorera «l'absence d'une volonté réelle de dialoguer avec l'ensemble des partenaires sociaux, dont les syndicats autonomes font partie». Ainsi, brandissant le spectre de la menace, il dira que «nous comptons reprendre la voie de la protestation et continuer à défendre les droits des travailleurs, la réforme de la retraite, le code du travail ainsi que la loi sur la santé. Nous avons du pain sur la planche, nous n'allons pas nous laisser faire». En outre, qualifiant cette rencontre de «non-événement», il indiquera que le Snapap affilié à

la CGATA (Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie) «prépare une rentrée sociale chaude». Menaçant d'investir la rue, il indiquera que des actions de revendications seront menées à travers le territoire national pour dénoncer notamment «la détérioration du pouvoir d'achat, le projet de loi portant sur le code du travail qui sera proposé à l'Assemblée nationale en octobre prochain».

Pour rappel, signé lors de la tripartite tenue en février 2014 à Alger, le Pacte national économique et social de croissance, conjointement paraphé par le gouvernement, l'UGTA, le patronat public et privé, et construit sur la volonté du chef de l'Etat de promouvoir la concertation pour une croissance durable tout en préservant les acquis sociaux, s'est donné pour objectifs l'accélération du processus des réformes économiques, le développement industriel, l'amélioration du climat des affaires, le système de santé et de la protection sociale, l'accès au travail et l'amélioration du pouvoir d'achat, ainsi que la sécurité énergétique et l'adéquation du système de formation avec les besoins de l'entreprise.

L. N.

## Tebboune : la rentrée sociale sera «calme»

Le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, hier à Alger, que la rentrée sociale sera «calme et sans problèmes», critiquant ceux qui tentent de «noircir» aux Algériens la situation financière du pays. «La rentrée sociale, contrairement à ce que disent certains, sera correcte, calme et sans problèmes», a déclaré M. Tebboune lors de la réunion qu'il a tenue avec les partenaires du Pacte

national économique et social de croissance (UGTA et Patronat) pour préparer la prochaine réunion de la tripartite. Il a estimé, par la même occasion, que «des gens tentent de noircir la situation financière du pays à des Algériens, alors que l'Etat n'a pas recouru à l'endettement et que les projets sont toujours en cours de réalisation, notamment ceux de l'enseignement, la santé, le logement, ainsi que la prise en

charge sociale qui sont intouchables». M. Tebboune a souligné, d'autre part, que le patronat «constitue pour le gouvernement un partenaire indissociable dans la croissance économique», saluant le rôle «stabilisateur» que joue l'UGTA au sein du monde du travail. Le Premier ministre a salué également les entreprises publiques et privées pour «les efforts consentis en vue de créer de la richesse», estimant que

«seule l'entreprise est en mesure de générer cette richesse». M. Tebboune, qui a relevé l'importance de la stabilité dans tout processus de développement économique, a mis en évidence le fait que l'économie nationale «a pu résister malgré la chute des recettes pétrolières», affirmant que «la souveraineté de l'Algérie, qui est totale, ne peut être hypothéquée par quoi que ce soit». A l'occasion de cette

## LA QUESTION DU JOUR

### L'isolement croissant du Qatar

Suite de la page une

Seulement tout indique qu'elles sont encore loin de cet état d'esprit. C'est pourquoi la rencontre d'évaluation de Manama a été organisée moins pour envoyer un signal de détente que pour voir comment durcir le boycott. Pourtant le Qatar est dès à présent dans une situation qui n'augure rien de bon pour son régime. On dit qu'il fait l'objet d'un boycott de la part de quatre de ses voisins. Notons que lui-même ne parle pas de boycott mais de blocus, ce qui est sans doute une exagération. Il n'en reste pas moins que ce qu'il est en train de subir, c'est effectivement plus qu'un boycott, c'est un isolement politique, une mise en quarantaine, et non pas de quatre pays seulement, mais de tout le monde arabe. Depuis que le Qatar est dans cette situation, son chef de la diplomatie n'a pu se rendre qu'au Koweït, c'est-à-dire dans le pays médiateur. En dehors des quatre pays qui le boycottent formellement, aucun pays arabe n'a voulu se prononcer ni contre lui ni pour lui, pas même ceux avec lesquels il était dans les meilleurs termes, comme le Maroc et la Tunisie. Tous se sont bien gardés de l'inviter chez eux. Dès à présent, son cas ressemble à celui de la Syrie, au moment où il semblait que le compte de son régime était réglé, et que par suite sa participation avait été gelée au sein de la Ligue arabe. S'agissant du Qatar, il n'a pas été question jusqu'à présent pas de son gel, encore moins de son exclusion, mais tout se passe déjà comme s'il y était d'ores et déjà toléré seulement, en suris pour ainsi dire. A se demander si son ministre des Affaires étrangères peut encore se rendre au Koweït autrement que dans l'intention de capituler. Ce représentant peut encore certes voyager où bon lui semble, mais nulle part dans le monde arabe. Le fait est qu'aucun pays arabe n'a encore eu le courage de lui adresser une invitation. Tout compte fait, il se peut que son isolement soit pire que celui de la Syrie, qui tout de même a conservé de solides alliés, dans la région et hors de celle-ci, sans l'aide desquels d'ailleurs elle aurait déjà éclaté en plusieurs morceaux. Le Qatar ne dispose pas d'alliés sur lesquels il peut compter quoi qu'il lui arrive. Aux Etats-Unis mêmes, de plus en plus de voix s'élevaient de l'intérieur des institutions pour lui demander de mettre fin à ses relations privilégiées avec le terrorisme, sur un ton qui pourrait bien s'aigrir et rapidement.

M. H.

réunion, il a été convenu de la tenue de la prochaine tripartite le 23 septembre prochain à Ghardaïa.

R. N.

Principale raison de nombreuses maladies gastriques

# Les Algériens en attente d'une culture d'hygiène alimentaire

■ *Ustensiles de cuisine mal lavés, température des aliments non respectée, achat du pain dans la rue... etc., ce ne sont pas les exemples qui manquent pour témoigner de l'absence totale de culture d'hygiène chez les Algériens. Par conséquent, les intoxications alimentaires augmentent, notamment en saison estivale.*

Par Yacine Djadel

**D**es grandes chaînes de production dans l'agroalimentaire jusqu'au simple consommateur, rares sont ceux qui respectent les normes d'hygiène. Usines de production, centres de stockage et d'approvisionnement des magasins, restaurants et même à l'intérieur des ménages, il n'est un endroit où les conditions strictes d'hygiène et de sécurité alimentaires sont respectées. Ustensiles de cuisine mal lavés, température des aliments non respectée, achat du pain dans la rue... etc., ce ne sont pas les exemples qui manquent pour témoigner de l'ab-

sence totale de culture d'hygiène chez les Algériens. Par conséquent, le nombre d'intoxications alimentaires augmente de plus en plus, notamment en saison estivale. Une période où l'on doit faire plus attention par rapport aux températures élevées qui tuent rapidement les aliments. Malgré le renforcement des lois en vigueur de la part des autorités sanitaires du pays, les gens n'appliquent aucune consigne. Un laxisme général a gagné la société des opérateurs économiques jusqu'aux consommateurs eux-mêmes. Tout le monde semble s'en désintéresser au détriment de la santé publique. Ainsi, par inconscience chez les citoyens et négligence de la part des commerçants, les Algériens ne possèdent aucune éducation alimentaire en vue d'appliquer les règles de sécurité sanitaire sur ce qu'ils mangent. Par conséquent, des milliers de maladies gastriques sont signalées dans les CHU chaque année. La plupart souffre au moins d'hépatite virale. Ne parlons pas des intoxications alimentaires au vu de l'ampleur du phénomène qui, rappelle-t-on, est mortel. Pour en savoir plus, nous avons demandé le point de vue de Hacène Menouar, président de l'association «El Aman» de protection des consommateurs. Pour apporter des précisions sur la question, ce dernier n'a pas manqué de mettre en relief d'abord les causes de ces dérives d'hygiène constatées sur le terrain. «Suite à ce que nous



PHD.R.

avons remarqué sur le terrain, le manque d'hygiène en Algérie est lié à trois principaux motifs, à savoir la rupture de la chaîne du froid concernant les produits sensibles, non-respect de certaines usines de produits agroalimentaires de normes HCCP (Haard Analysis Critical Control Point), un outil de travail validé récemment par la loi qui fait l'analyse des dangers, points critiques pour leur maîtrise, ainsi que l'absence de transport d'acheminement chez la plupart des producteurs. Car ce ne sont pas eux-mêmes qui transportent leurs marchandises. Du coup, lorsque des camions font le même travail sans offrir les

mêmes conditions, cela cause des dégâts sur la route. Donc les denrées ne sont plus aptes à la consommation», a-t-il affirmé. Du côté des consommateurs, eux non plus ne font rien pour offrir de bonnes conditions d'hygiène. «Les gens mélangent la nourriture dans le frigo, des aliments qui sont totalement différents et qui nécessitent des stockages à part. Les viandes cuites doivent être couvertes lorsqu'on les met à côté d'autres aliments. Les consommateurs ne le font pas et cela altère leur nourriture. Même chose pour la cuisine, on ne lave jamais les ustensiles avec de l'eau de javel, ce qui est un risque majeur au niveau de la

propreté. Pour finir, les préparations de plats durant les fêtes s'avèrent un grand danger parce que souvent les repas tournent à cause de la chaîne due froid qui n'est guère appliquée. On a enregistré beaucoup d'intoxications collectives», a-t-il ajouté. En somme, M. Menouar a pointé du doigt les gens qui voyagent beaucoup en été et qui laissent leur nourriture des heures durant dans la malle, puis la mange sans se soucier le moins du monde. C'est encore un exemple d'incivisme qui souvent se révèle fatal pour des milliers de consommateurs.

Y. D.

Plus de 3 500 cas recensés depuis le début de l'année

## Alerte aux piqûres de scorpion

**L**e ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a recensé depuis janvier jusqu'au 9 juillet 2017 plus de 3 500 piqûres de scorpion dans les wilayas des Hauts-Plateaux et du Sud, ayant causé le décès de 15 personnes, a-t-on appris auprès de la Direction de la prévention et de la promotion de la santé au ministère. La wilaya de Tamanrasset occupe la première place avec 460 cas, suivie de Biskra (près de 400), Djelfa (271 cas), Tiaret (260) et Béchar (206), selon la même source, soulignant que 56% de ces piqûres avaient été enregistrées au niveau des domiciles notamment dans la literie et les chaussures. Selon Docteur Mohamed Lamine Saidani, expert à la commission nationale de lutte contre les piqûres de scorpion, le plus grand nombre de piqûres de scorpion a été enregistré durant les mois de juin et juillet, mais en raison des changements climatiques, le ministère avait enregistré quelques cas en début d'année, avant la survenue de la canicule et la reproduction de cet animal, soit 15 décès dont 6 à Adrar recensés jusqu'à présent. En vue de protéger les citoyens de ces régions des piqûres de scorpion, l'expert a insisté sur l'impératif de «mettre les poubelles et les amas de pierres loin des domiciles, outre la garantie de l'éclairage public». Egalement

chef de laboratoire à l'Institut Pasteur d'Alger, l'expert a affirmé que les habitants de certains quartiers où prolifèrent les scorpions étaient inconscients du danger de l'amoncellement des ordures et des pierres devant leurs domiciles, qui les expose aux piqûres de scorpion, parfois mortelles. Les scorpions vivent dans toutes les régions du pays mais sont plus dangereux et plus toxiques dans les régions des Hauts-Plateaux et du Sud, a-t-il précisé, appelant à la sensibilisation des citoyens de ces régions notamment lors de la période de reproduction des scorpions, car un scorpion peut engendrer près de 120 pullus (petits), d'où l'importance de l'hygiène près des domiciles et sur les routes, outre la garantie de l'éclairage public. Parmi les régions les plus exposées aux piqûres de scorpions, l'expert a cité les wilayas de M'sila, Naâma, Béchar, Tiaret et Khenchela, classant les wilayas de Tamanrasset, Adrar, Djelfa, Laghouat, Ghardaïa, Ouargla et Illizi parmi les wilayas «les plus exposées à ce danger». Il a par ailleurs déploré les comportements de certains citoyens attachés à certaines traditions et croyances, préférant l'utilisation de plantes et herbes «inefficaces» pour soigner les piqûres de scorpion au lieu de se rendre aux urgences médicales, ce qui provoque, a-t-il ajouté, le décès de la person-

ne envenimée. Il a, dans ce sens, mis l'accent sur l'importance d'assister le personnel atteinte durant les deux premières heures suivant la piqûre de scorpion afin d'éviter la propagation du venin dans le corps qui peut engendrer une paralysie du cerveau puis le décès. S'agissant des antidotes sérum (antiscorpioniques) produits par l'Institut Pasteur, estimés à 70 000 doses, l'intervenant a indiqué que cette quantité était amplement suffisante et couvrirait toutes les régions, ajoutant que certaines régions bénéficiaient de quantités supérieures à la demande. Il a précisé, à ce propos, que l'Institut Pasteur produisait cette quantité à partir de scorpions capturés par des citoyens des wilayas qui connaissent une présence accrue de scorpions, notamment El Oued et Biskra, faisant remarquer que l'institut offrait 85 DA par scorpion. Le spécialiste a fait savoir que les moyens de l'institut étaient «très limités», ajoutant que l'institut achetait la quantité nécessaire selon la demande, mettant l'accent sur l'importance que les collectivités locales encouragent les opérations de collecte de scorpions par les associations et les citoyens en vue de réduire la multiplication de cet animal et, par conséquent, le taux d'exposition aux piqûres de scorpion.

Arsiane Ch.

### Alger Journée portes ouvertes dédiées à l'économie de l'eau

**DES JOURNÉES** portes ouvertes dédiées à l'économie de l'eau ont été organisées hier à Alger, au niveau du jardin d'Essai El Hamma, dans le but de sensibiliser le public et plus particulièrement la jeune génération à l'importance de l'économie de l'eau, a-t-on constaté sur place. Organisées par l'agence de bassin hydrographique algérois Hodna-Soummam (AHS) relevant de l'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau (Agire), ces journées (30 et 31 juillet) se veulent un espace pour sensibiliser la jeune génération et plus particulièrement les enfants à l'économie de l'eau et à la préservation de l'environnement, a indiqué à la presse M<sup>me</sup> Sabrina Adda, chef de département communication de l'AHS. Un programme d'animation pédagogique destiné aux enfants sera assuré par des professionnels de l'animation lors de ces deux journées ou les enfants pourront s'adonner aux différents jeux éducatifs prônant l'économie de l'eau ainsi que la réalisation de dessins sur le même sujet, a ajouté la même responsable. L'agence de bassin hydrographique algérois Hodna-Soummam tend également à travers ces journées à informer et à porter à la connaissance du grand public les efforts menés par tous les acteurs du secteur dans les domaines de l'eau et de l'assainissement afin de préserver cette substance unique et source de vie, a souligné M<sup>me</sup> Adda. **Y. N.**

Opep et non Opep

# Réunion du Comité technique les 7 et 8 août à Abu Dhabi

■ Le Comité technique conjoint des pays Opep et non Opep (JTC) tiendra une réunion les 7 et 8 août prochain à Abu Dhabi (Emirats arabes unis) pour définir les moyens d'élever les niveaux de conformité de l'accord qui les lie, a annoncé l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) sur son site web.

Ph.D. R.



Par Safia T.

« Suite à la 4<sup>e</sup> réunion du Comité ministériel conjoint de suivi des pays de l'Opep et des pays non Opep (JMMC) tenue les 24 juillet en cours à Saint Pétersbourg (Russie), le Comité technique conjoint Opep et non Opep (JTC) a été chargé de convoquer certains pays membres de l'Opep, ainsi que certains pays participants non membres de l'Opep pour identifier les moyens d'élever les niveaux de conformité », indique l'organisation. La réunion du Comité technique mixte des pays Opep et des pays non Opep sera co-présidée par le Koweït et la Russie, en présence de représentants du Royaume d'Arabie saoudite qui préside l'Opep en 2017. D'autres membres du JMMC et JTC « ne participeront pas car ils ont délégué aux coprésidents la

responsabilité de la conduite de ces réunions et de faire rapport au JTC et JMMC en conséquence », a expliqué l'organisation. Il s'agit d'une réunion technique organisée pour « mieux comprendre les difficultés et les obstacles rencontrés par certains pays participants de l'Opep et non Opep et d'évaluer la façon dont les niveaux de conformité peuvent être améliorés dans le but de parvenir plus rapidement à un marché mondial du pétrole rééquilibré, au profit des producteurs comme pour les consommateurs », selon l'Opep. Pour rappel, le JMMC avait exprimé récemment sa conviction que le marché pétrolier mondial enregistrait « une tendance vers un rééquilibrage ». L'Opep et onze autres pays, dont la Russie, sont engagés depuis le début de l'année dans une réduction de leur production devant durer jus-

qu'en mars 2018 afin de réduire l'excès d'offre qui pèse sur les cours de l'or noir.

## Les ventes de pétrole dopées

Reprise de l'investissement, de la production et du commerce international : la croissance mondiale est répartie à la hausse et avec elle la consommation de pétrole. Le Fonds monétaire international (FMI) a relevé deux fois depuis le début de l'année ses prévisions sur la croissance mondiale, qui devrait atteindre 3,5% en 2017 contre 3,1% l'année dernière. Tendance qui devrait se poursuivre en 2018, à hauteur de 3,6% selon les prévisionnistes. L'économie chinoise, deuxième de la planète, devrait croître de 6,7% en 2017. La croissance américaine devrait elle aussi être plus soutenue en

2017 (2,3% contre 1,6% en 2016), tout comme celle de la zone euro : 1,7% attendu. Résultat : l'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit une envolée jugée spectaculaire de la demande mondiale de pétrole, qui atteindrait 98 millions de barils par jour.

## L'Opep se serre la ceinture

La demande augmente, mais l'offre se restreint. Depuis novembre 2016, les pays membres de l'Opep ainsi que certains producteurs non membres, comme la Russie, se sont accordés sur une réduction de leur production quotidienne de 1,8 million de barils. Cet accord quasi historique, reconduit en mai pour une période de neuf mois, a pour but de stimuler les cours du pétrole après leur

chute des années 2014 à 2016. Seul bémol à cette entente : le Nigeria et la Libye, exclus de l'accord, et dans une moindre mesure l'Équateur, continuent d'augmenter leur production.

S. T./Agences

## Allemagne Accélération de l'inflation en juillet à 1,7%

L'INFLATION a poursuivi sa hausse en juillet en Allemagne et de manière inattendue, atteignant 1,7% sur un an, selon un chiffre provisoire dévoilé par l'Office des statistiques. En juin, les prix à la consommation avaient augmenté de 1,6%, a rappelé Destatis dans un communiqué. Le résultat de juillet va à l'encontre des attentes des économistes, qui attendaient en moyenne un modeste repli à 1,5%. L'accélération repose pour partie sur la hausse des prix des marchandises (+1,7%), en recevant le soutien des prix des denrées alimentaires (+2,7%) tandis que les prix de l'énergie – qui étaient stables en juin après avoir largement contribué à faire grimper l'inflation au-dessus du seuil des 2% en début d'année – sont repartis à la hausse (+0,9%). Les prix des services ont augmenté de leur côté de 1,7%, comme en juin, attisés par la hausse des loyers dans l'immobilier, à +1,8% pour le troisième mois consécutif. Comparés au mois précédent, les prix à la consommation ont augmenté de 0,4% en juillet, à également annoncé l'office. La hausse de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPH), utilisé comme référence par la BCE, a augmenté lui aussi de 0,4% en juillet, à également annoncé l'office. La hausse de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPH), utilisé comme référence par la BCE, a augmenté lui aussi de 0,4% en juillet, à également annoncé l'office. La remontée inattendue des prix mesurée par Destatis rapproche le taux d'inflation en Allemagne de l'objectif de la Banque centrale européenne (BCE), qui vise un taux légèrement en dessous de 2% sur le moyen terme, l'égalon selon elle pour soutenir l'économie. La BCE oriente néanmoins sa politique au vu de la moyenne européenne des taux d'inflation au sein des dix-neuf pays utilisant l'euro. Aussi, l'économie de la zone euro, confirmant un cycle de reprise plus forte et plus large, n'arrive pas encore à traduire cela dans des prix durablement plus élevés, a redit Mario Draghi jeudi dernier, lors de la conférence de presse mensuelle de l'institution. Une preuve pour lui que l'économie a encore besoin des béquilles monétaires de la BCE.

R. E.

Selon le FMI

## L'économie américaine pourrait faire face à des défis à moyen terme

L'économie américaine qui a enregistré de fortes performances avec un rebond de la croissance et une baisse du taux de chômage pourrait faire face à des défis à moyen terme, a indiqué à Washington le Fonds monétaire international (FMI). « Les perspectives favorables à court terme sont assombries par d'importants défis à moyen terme », relève le Fonds dans son rapport sur la revue annuelle de l'économie américaine. L'augmentation de la dette publique, la croissance inférieure aux moyennes historiques, le déclin de la participation au marché du travail et la croissance des revenus qui n'est pas largement partagée représentent autant de défis pour l'économie américaine, selon le FMI. « Ces défis à moyen terme nécessiteraient des mesures sur différents fronts », estime l'institution de Bretton Woods dans ce rapport accompagné d'une liste de recommandations pour relancer la première économie mondiale. Les Etats-Unis ont besoin de mettre en œuvre des réformes importantes pour établir un système fiscal plus efficace, augmenter les dépenses d'infrastructure

et améliorer l'éducation. Il s'agit aussi, selon les recommandations du FMI, d'assurer une couverture médicale tout en maîtrisant les coûts, d'offrir des avantages favorables aux ménages, de maintenir un régime de commerce et d'investissement juste et mutuellement bénéfique et de mettre en œuvre des réformes pour les systèmes d'immigration et de protection sociale. Le préteur en dernier ressort considère qu'« un tel paquet de réformes pourrait accroître la productivité, l'offre de main-d'œuvre et les investissements, et partant, améliorer le niveau de vie », des Américains. Selon le FMI, ces mesures nécessitent des changements dans les priorités budgétaires des Etats-Unis et dont la mise en œuvre devrait être « intégrée dans le cadre d'une démarche d'assainissement budgétaire graduelle mais constante ». Le Fonds recommande au gouvernement américain de veiller à ce que la réforme fiscale, promise par le président Donald Trump, se traduise par une augmentation du ratio revenus par rapport au PIB et que le fardeau de l'ajustement budgétaire ne

soit pas supporté par les ménages à revenu faible ou intermédiaire. Par ailleurs, le FMI constate que l'économie américaine connaît la plus grande expansion économique depuis 1850. Le taux de chômage est tombé à 4,4% et la croissance de l'emploi continue d'être forte. « L'économie a subi une baisse de croissance temporaire au début de cette année, mais l'élan a progressé », indique le FMI qui anticipe une croissance de 2,1% pour 2017 qui sera soutenue par une forte croissance de la consommation et un rebond de l'investissement. Les indicateurs du marché du travail suggèrent que l'économie est au plein emploi, alors que l'inflation reste jusqu'à présent contenue, s'affichant autour de 1,8% en 2016 et devrait atteindre 2,1% en 2017 et 2,5% en 2018, selon les mêmes projections. Le FMI note que le système financier de son principal bailleur de fonds « est en bonne santé », l'exhortant, toutefois, à surveiller de près les vulnérabilités croissantes sur les marchés du crédit des entreprises et des ménages.

Salem K./APS

Tizi-Ouzou

# Des projets pour redonner à la station de Tala Guilef ses lettres de noblesse

■ Des projets d'investissement et des travaux de réhabilitation seront prochainement lancés dans la région montagneuse de Tala Guilef dans la commune de Boghni, à 38 km au sud-ouest de Tizi-Ouzou, afin de redonner à cette ancienne station climatique ses lettres de noblesse, a-t-on appris du directeur local du tourisme et de l'artisanat.

Par Hatem D.

La réhabilitation de l'hôtel El Arz et du restaurant d'altitude, saccagés et incendiés par des terroristes en 1995 et dont les travaux ont été confiés au printemps dernier à une entreprise nationale, seront incessamment lancés, a indiqué Rachid Gheddouchi. S'agissant du télésiège qui assurait jadis et jusqu'au début des années 1990 le transport d'amateurs de sports d'hiver vers la station de ski, située à environ 1500 m d'altitude au milieu d'une forêt de cèdres, sa réhabilitation sera confiée à une entreprise canadienne spécialisée dans le transport par câbles, a affirmé ce même responsable, avant d'ajouter que des chalets en bois seront réalisés au niveau de la station de ski. La commune de Boghni a également bénéficié d'un autre projet qui, avec la réouverture de l'hôtel El Arz, du restaurant d'altitude, et la remise en service du télésiège et de la station de ski, va contribuer à propulser le tourisme dans cette



localité. Il s'agit de la création d'une forêt récréative dans la même région de Tala Guilef afin de faire de cette zone un site de promotion du tourisme de montagne et des sports d'hiver, a souligné le DTA. Par ailleurs, dans cette même région du sud

de la wilaya, du côté de Tizi Oujavou, dans la commune de Bounouh (daïra de Boghni), il a été retenu la création de la première zone d'expansion et site touristique (ZEST) de montagne. L'étude d'aménagement de cette ZEST de Tizi Oujavou, qui

s'étend sur une superficie de 118 hectares et qui est située à plus de 1600 m d'altitude, a été ficelée et transmise au ministère de tutelle pour approbation. Ce plan d'aménagement propose la réalisation, selon les normes internationales, de complexes sportifs et des centres de formation et d'entraînement pour les équipes nationales, ainsi que des établissements touristiques, a précisé M. Gheddouchi. Selon ce même responsable, quatre opérateurs potentiels se sont déjà rapprochés de la DTA et introduits des dossiers d'investissement au niveau de cette ZEST de montagne. «Après approbation du projet d'aménagement, nous allons affecter, à ces investisseurs, des terrains pour qu'ils puissent lancer leurs projets conformément au plan arrêté», a-t-il relevé. M. Gheddouchi a observé que La ZEST de Tizi Oujavou sera un complément pour les projets d'investissement qui sont localisés à Tala Guilef et permettra de relancer le tourisme de montagne dans cette région réputée pour ses beaux

paysages et ses pistes de ski qui attirait, par le passé, des sportifs du monde entier.

H. D./Agences

## Plages de Tlemcen Une capacité d'accueil estimée à plus de 3 510 lits

PAS MOINS de 3 510 lits sont offerts aux estivants fréquentant les dix sites balnéaires autorisés à la baignade de la wilaya de Tlemcen, a-t-on appris du directeur local du tourisme et de l'artisanat. Ces capacités d'accueil sont réparties entre huit camps de vacances totalisant 2 425 lits, et 893 autres relevant de 17 hôtels – 16 à Marsa Ben M'hidi et une à Ghazaouet, a précisé le même responsable, lors d'une réunion de l'APW faisant le point de situation sur la préparation de la saison estivale 2017. Par ailleurs, la wilaya de Tlemcen compte sur deux centres de vacances pour enfants et jeunes, respectivement à Tafout (120 lits) et Marsa Ben M'hidi où une maison de jeunes offre 80 lits, a-t-on ajouté. Une enveloppe de l'ordre de 49,290 millions DA a été allouée pour la préparation de cette saison estivale devant générer plus de 1 000 postes de travail saisonniers au niveau des plages autorisées, des villes et cités environnantes, a-t-on encore ajouté. En application de l'instruction ministérielle 03/2016, la direction du tourisme et de l'artisanat n'a délivré aucune décision de concession des plages autorisées à la baignade.

L'accès reste gratuit. Long de 73 km, le littoral de la wilaya compte, également, 14 autres plages non autorisées pour problèmes de pollution, difficultés d'accès et présence de zones rocheuses. Pour sa part, la commission de la santé, de l'hygiène et de la protection de l'environnement a mis l'accent sur les potentialités touristiques de la wilaya de Tlemcen qui totalise 58 hôtels (1 896 chambres), auxquels s'ajoutent, prochainement, 48 hôtels en cours de réalisation. Pour cette commission, le transport reste à renforcer au niveau de la wilaya par notamment l'ouverture de nouvelles lignes vers les plages autorisées, la réouverture imminente du téléphérique reliant Tlemcen au plateau de Lalla Setti, et l'ouverture en urgence de la nouvelle gare routière achevée depuis plusieurs mois.

M. A.

R. R.

M'sila

## Validation de 52 projets d'investissement

Cinquante-deux projets d'investissement ont été validés récemment à M'sila, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Ces projets devant permettre l'ouverture de pas moins de 3 000 postes de travail permanents au profit des habitants des différentes communes, contribueront à la création de la richesse et la dynamisation de l'économie locale, selon la même source. Les projets validés concernent, entre autres, la réalisation d'une unité de récupération et de transformation des déchets et métaux ferreux à la commune Bouti Sayeh à 120 km du chef-lieu de wilaya, une autre versée dans la production de peinture, d'encre et des produits

d'impression au chef-lieu de wilaya et deux unités de production de transformateurs électriques dans la commune d'Ouled Mansour, ainsi que des unités de l'industrie agroalimentaire, selon les précisions fournies par la même source. Les services de la wilaya qui ont fait part du lancement «prochain» d'un projet de réalisation d'une clinique chirurgicale et deux complexes hôteliers et de distraction dans la capitale d'El Hodna, ont indiqué qu'une surface de 300 hectares de foncier industriel a été réservée à la commune Ouled Mansour pour répondre aux demandes s'agissant d'investissement. Des mesures étaient en cours en

collaboration avec le ministère de tutelle pour «accélérer» le programme d'aménagement de cinq zones d'activités à travers la wilaya de M'sila, ont affirmé les responsables concernés. Six projets d'investissements validés et non lancés ont été annulés à M'sila sur décision du chef de l'exécutif local, Mokdad El Hadj, a-t-on rappelé de même source. Dans une déclaration faite à l'APS, la semaine passée, le chef de l'exécutif local a indiqué que ses services œuvrent à encourager l'investissement privé «sérieux» et créateur de richesse et luttent contre la spéculation sur le foncier industriel.

Lydia O./APS

Alimentation en eau potable

## Importantes perturbations à Constantine

Des importantes perturbations dans la distribution de l'eau potable affectant plusieurs quartiers de la ville de Constantine ont été signalées par des représentants des comités de plusieurs quartiers de la ville. Dans les quartiers du centre-ville, aux cités du 20-Août, Filali à Boussouf, ainsi qu'à Ziadia et Djebel El Ouahch et Sidi Mabrouk, ces perturbations perdurent depuis le mois de ramadhan, a précisé la même source, soulignant que dans plusieurs quartiers l'eau est distribuée avec «parcimonie selon un planning plutôt nocturne à partir de 2h du matin». De leur côté, les responsables de la direction des Ressources en eau et de la

Société de l'eau et de l'assainissement de Constantine (Seaco), chargée de la gestion de l'eau, ont affirmé que ces perturbations étaient dues «à la forte demande exprimée en cette période de l'année, et au volume important des fuites d'eau enregistré à travers tout le réseau d'alimentation en eau potable (AEP)». Le directeur de wilaya des ressources en eau, Ferhat Mezghiche, a fait part d'un problème «crucial» de fuites d'eau se répercutant sur le programme de distribution d'eau potable. Il a détaillé que plus de 600 fuites d'eau sont enregistrées mensuellement à Constantine, soit une vingtaine de fuites d'eau par jour, affirmant que les services concernés s'at-

tendent à réparer les «anomalies» signalées dans ce sens. Le même responsable qui a également soulevé des déficits en matière de capacités de pompage et de pression, a indiqué que le calcaire cumulé dans certaines conduites de refoulement comme celle de Djebel El Ouahch affecte également le plan de distribution de l'eau potable sur les hauteurs de Constantine, soulignant que des travaux de mise à niveau de ces conduites sont en cours. Pour le directeur de l'exploitation auprès de la Seaco, Hakim Hireche, l'augmentation du nombre des abonnés auprès de la Seaco a également «déstabilisé» le programme de distribution de l'eau

potable à Constantine faisant état de l'inscription, cette année, de plus de 4 000 nouveaux abonnés à la cité Bencherghi. Cet état de fait a imposé «un nouveau planning de distribution d'eau pour créer un équilibre et permettre à tous les abonnés de bénéficier de ce précieux liquide», a expliqué le responsable qui a mis l'accent sur les répercussions des fuites d'eau signalées sur le réseau d'AEP. En 2011, la Seaco avait annoncé le lancement d'un chantier «énorme» de réparation des fuites d'eau à travers tout le réseau AEP de la wilaya avec l'objectif d'éliminer 95% des fuites d'eau d'ici à 2015, a-t-on rappelé.



Délimitation des frontières maritimes marocaines

# Le Conseil de grande Canarie rejette la décision

■ Le Conseil municipal de grande Canarie, et à sa tête les groupes politiques de Nouvelles Canaries et du Parti socialiste (PSOE), a rejeté, au cours de sa séance plénière tenue vendredi, la décision du Maroc de délimiter sa frontière maritime devant les Iles Canaries en intégrant les eaux du Sahara occidental, a indiqué le responsable de la solidarité internationale, Carmelo Ramirez.

Par Halim O.

Cette décision «affecte sérieusement les Iles Canaries par la proximité du Sahara occidental, situé à 100 kilomètres environ, avec les conséquences qu'elle peut avoir sur l'économie et la stabilité du territoire des îles», a déclaré M. Ramirez. Le conseiller a également fait référence à l'existence probable d'hydrocarbures et de minéraux rares comme le tellure, dans les eaux situées entre le Sahara occidental et les Iles Canaries «ce qui suscite l'intérêt chez le Maroc», a-t-il souligné. Le gouvernement du Maroc enfreint gravement le droit international puisque les eaux territoriales du Sahara occidental ne relèvent pas de sa souveraineté, car il est considéré comme un territoire non autonome occupé illégalement par le Maroc. Dans sa motion, le Conseil de grande Canarie souligne que la décision marocaine viole plusieurs résolutions telles que la résolution 1514 de l'ONU qui reconnaît le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et plusieurs autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU qui reconnaissent le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, outre l'arrêt



de la Cour de justice de l'Union européenne qui a exclu des accords commerciaux entre l'UE et le Maroc, qui ne sont pas applicables au Sahara occidental. «Ces violations répétées du droit international, a expliqué Ramirez, exigent une réponse de l'ONU et l'UE, qui doivent forcer le gouvernement marocain à être respectueux des règles». Tout en rejetant dans sa motion cette décision marocaine qui inclut les eaux territoriales du Sahara occidental qui ne relève pas de sa souveraineté, le Conseil de grande Canarie demande au gouver-

nement espagnol de «dénoncer cette situation et forcer le Maroc à se conformer au droit international». La motion approuvée exhorte également le gouvernement des Iles Canaries à «suivre de près cette question» et demande le respect des droits de la population sahraouie et plus particulièrement sa demande d'un référendum d'autodétermination. Le texte adopté par le Conseil de grande Canarie demande également au Maroc de «cesser de violer les droits de l'homme des Sahraouis vivant dans les territoires occupés et de

mettre fin au pillage des ressources naturelles du Sahara occidental». Le gouvernement marocain a approuvé, au début du mois de juillet, un projet de loi et un décret pour délimiter la frontière maritime au large des îles Canaries en intégrant les eaux du Sahara occidental. Cette décision engagée unilatéralement par le Maroc a été vivement critiquée et dénoncée par de nombreuses personnalités et de partis politiques espagnols.

H. O./APS

Selon une enquête

## Du sable pillé du Sahara occidental couvre une plage des Iles Canaries

La plage Tauro de la station de Gran Canaria aux Iles canaries, jadis rocheuse, a été couverte de sable provenant illégalement de la dernière colonie d'Afrique, le Sahara occidental, a relevé une enquête menée par le quotidien britannique, le Guardian, publiée samedi. Sous le titre «Troubles au paradis», l'enquête du Guardian a souligné que le projet de couvrir la plage rocheuse avec 70 000 tonnes de sable a été réalisé «au mépris du droit international et au détriment de la dernière colonie africaine, le territoire occupé du Sahara occidental». Il est relevé que les autorités espagnoles ont lancé une enquête sur la question et que les experts en droits de l'homme affirment que «si le sable qui couvre la plage de Gran Canaria provenait de l'Etat occupé, ce serait une violation des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et la décision de la Cour internationale de justice (CIJ)». Le Guardian précise que la CIJ affirme clairement que les ressources naturelles d'un territoire occupé ne peuvent être exploitées par l'occupant, à moins qu'ils profitent à la population locale. Il rappelle aussi l'arrêt de décembre dernier de la Cour de justice de l'Union européenne (Cjue), qualifié d'«historique», stipulant que le commerce des produits agricoles et de la pêche originaires du Sahara occidental, terri-

toire indépendant du Maroc, est illégal. Le chef du service de protection de l'environnement de la Garde civile espagnole à Las Palmas, le lieutenant Germin Garcia, a déclaré au Guardian qu'il avait intercepté un navire néerlandais géré par la compagnie maritime Eemswerken qui délivrait du sable provenant du Sahara occidental. «Le sable a été amené illégalement, il a été déchargé sans aucun contrôle», a déclaré Garcia au Guardian. Le site web de Eemswerken a annoncé en mai dernier qu'un navire avait transporté «100 000 tonnes de sable d'El-Aayoun à Las Palmas». El-Aayoun est la capitale du Sahara occidental occupé par le Maroc, relève l'enquête. Le journal souligne également que le Maroc «a un contrôle strict sur le Sahara occidental occupé, ce qui rend impossible aux journalistes d'enquêter sur la source précise du sable exporté d'El-Aayoun». Le journaliste qui a réalisé l'enquête s'est déplacé au Sahara occidental occupé en avril dernier, «ses mouvements ont été surveillés de près par la police marocaine et a été fréquemment empêché de se déplacer», précise le journal. Le texte ajoute qu'un spécialiste en géologie des Iles canaries, le professeur Valentin R. Troll de l'Université suédoise d'Uppsala, a confirmé que l'échantillon de sable pris du Sahara occidental et le

sable de Tauro et des autres plages artificielles des Iles canaries, étaient «extrêmement similaires». L'enquête précise que l'analyse n'est pas une preuve irréfutable, car le sable du Maroc pourrait avoir une structure minérale similaire, mais elle précise que des sources locales affirment que le sable est extrait d'El-Aayoun. Par ailleurs, l'enquête souligne qu'«il existe des preuves» que du sable provenant du territoire occupé est utilisé également dans la construction aux Iles Canaries. Cité par le Guardian, le Norvégien Erik Hagen, membre actif de la direction de l'observatoire des ressources du Sahara occidental (WSRW) a déclaré qu'«en l'absence d'un contrôle et de conséquences juridiques contre la transgression du droit international, les entreprises concernées estiment qu'elles peuvent faire tout ce qu'elles veulent». Un représentant du Front Polisario a déclaré au Guardian qu'aucun consentement du peuple sahraoui ni de ses représentants n'a été accordé à l'occupant marocain pour inclure les ressources naturelles sahraouies dans ses accords commerciaux avec l'Europe. Il est souligné que le Maroc exporte l'équivalent d'environ trois millions de dollars par an de sable, dont 70% pour l'Espagne.

Amel D./Agences

Libye

## Un chasseur de l'armée nationale abattu au nord du pays

UN CHASSEUR appartenant aux forces de l'Armée nationale libyenne (ANL) a été abattu par une roquette au-dessus de l'est de la Libye, tandis que les deux membres de l'équipage ont été capturés, a relaté l'agence Reuters se référant aux forces aériennes libyennes. «Le chasseur MIG-21 a été abattu par une roquette après avoir effectué des frappes sur les positions des rebelles», a précisé le représentant de l'ANL Nacer Hassi. Les deux principaux rivaux dans la crise libyenne, le Chef du gouvernement de Tripoli Fayez al-Sarraj et l'homme fort de l'est Khalifa Haftar, se sont retrouvés mardi au château de La Celle-Saint-Cloud (Yvelines), près de Paris. L'Élysée a annoncé après la rencontre que les deux responsables libyens s'étaient entendus sur l'organisation d'élections présidentielle et législatives dans leur pays au printemps 2018. Six ans après l'intervention internationale qui s'est terminée par le renversement et la mort du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye est plongée dans le chaos, livrée aux milices formées d'ex-rebelles. Deux autorités se disputent actuellement le pouvoir en Libye. Le Gouvernement d'union nationale, dirigé par Fayez Sarraj, siège à Tripoli. Le Parlement de Tobrouk, dans l'est du pays, dirigé par Aguila Salah Issa est soutenu par l'armée du maréchal Khalifa Haftar.

A.O.

Tunisie

## Une mine explose au passage d'un véhicule militaire sans faire de victimes

UNE MINE a explosé samedi au passage d'un véhicule militaire lors d'opérations de ratissement à Kasserine, dans le centre-ouest de la Tunisie, sans faire de victimes, a indiqué le ministère de la Défense. «Une mine a explosé, samedi matin, au passage d'un véhicule militaire à Kasserine sans faire de victimes», a indiqué Belhassen Queslati, porte-parole du ministère de la Défense nationale. Les unités militaires menaient des opérations de ratissement sur les hauteurs de Kasserine, a ajouté Queslati, cité par l'agence de presse (TAP).



## Pakistan

# Le pays élira demain son Premier ministre

■ Le Parlement du Pakistan se réunira demain pour désigner un nouveau Premier ministre après la destitution de Nawaz Sharif, accusé de corruption ainsi que sa famille à la suite de révélations issues des Panama Papers.

Par Rosa F.

Le parti au pouvoir, le PLM-N (Pakistan Muslim League-Nawaz) qui bénéficie d'une majorité au Parlement, a déjà choisi l'ex-ministre du Pétrole Shahid Khaqan Abbasi comme Premier ministre intérimaire, jusqu'à ce que le frère du dirigeant sortant, Shahbaz Sharif, puisse se présenter au siège laissé vacant par Nawaz Sharif.

La Cour suprême du Pakistan a décidé vendredi de «disquali-



fier» Nawaz Sharif, le destituant de facto au terme d'une enquête le concernant, lui et sa famille,

stipulant que le Premier ministre ne s'est pas comporté en «membre honnête du Parlement» au regard de la Constitution.

C'est la troisième fois que Nawaz Sharif est empêché de terminer un mandat, la première fois - déjà - suite à un scandale de corruption, la deuxième en raison d'un coup d'Etat.

«La désignation (du candidat) doit être déposée au Secrétariat du Parlement avant aujourd'hui 14h00», indique une notification

officielle dont l'AFP a pris connaissance et qui annonce une réunion plénière demain à 15H00 (10H00 GMT) pour procéder à «l'élection du Premier ministre». Shahbaz Sharif, frère cadet de l'ex-chef du gouvernement, pour le moment épargné par les accusations de corruption, ne siège actuellement qu'au Parlement provincial du Pendjab (centre); il doit donc d'abord se faire élire au Parlement fédéral pour pouvoir devenir Premier

ministre. La commission électorale du Pakistan a confirmé samedi la tenue d'élections dans la circonscription concernée, fief de la famille Sharif au Pendjab, dans un délai de 45 jours.

L'opposition devrait aussi proposer un candidat au poste de Premier ministre, mais celui-ci aura très peu de chances de l'emporter.

Face aux accusations de corruption qui entâchent la puissante famille Sharif, qui domine la vie politique pakistanaise depuis 30 ans, l'ancien champion de cricket Imran Khan espère rallier les soutiens à son parti, le Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI).

Le PTI a d'ailleurs convoqué un rassemblement de «la gratuité» hier en fin d'après-midi auquel il attend plusieurs milliers de personnes.

«Ce n'est pas seulement un jeu politique, mais la bataille d'une nation contre une mafia corrompue. Venez célébrer aujourd'hui avec le Pakistan son #YaumETashakur» (sa Journée de la gratitude), a lancé le PTI sur son compte Twitter.

Cependant, Imran Khan est lui-même poursuivi en justice pour de graves accusations de corruption pour avoir omis de déclarer des biens et des sociétés offshore, les mêmes charges que celles qui ont conduit à la déposition de M. Sharif.

Ses avocats ont démenti et assuré que sa richesse provenait de sa carrière de champion.

R. C.



## Points chauds

### Menaces

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a quinze ans Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur de Jacques Chirac, s'insinuait dans le débat sur l'adhésion de la Turquie en exprimant son désaccord avec la procédure de l'UE. Il estimait alors, que la Turquie, mise à part partager un petit bout de son territoire, n'avait rien en commun avec l'Europe, et qu'une telle adhésion serait néfaste pour l'UE. Cette intervention avait alors rapidement créée un effet boule de neige, poussant plusieurs autres responsables politiques dans différents pays européens à faire entendre les mêmes critiques. Des sondages effectués avaient par la suite démontrés le désaccord des peuples européens eux-mêmes qui se positionnaient contre une entrée d'Ankara dans l'UE. Pourtant, les dirigeants turcs ne se sont pas laissés abattre par ses réactions négatives et ont continués à réclamer, ce qu'ils estiment leur avoir été promis il y a exactement soixante ans par le président Charles de Gaulle. Ce dernier, recevait en 1967 le président de la République de Turquie à l'Élysée et évoquait sans jamais parler d'adhésion, une coopération avec la Turquie : « En Europe, [...] l'intérêt de nos deux Républiques n'est-il pas de conjurer leurs efforts pour qu'au lieu de l'opposition stérile de deux camps s'établissent la détente, l'entente et la coopération entre tous les peuples de notre continent ». Mais aujourd'hui avec la dérive tyrannique du président Recep Tayyip Erdogan les instances de l'UE sont de moins en moins enclines à accueillir la Turquie parmi elles. Le président de la Commission européenne a d'ailleurs exhorté cette semaine la Ankara à respecter les valeurs démocratiques si elle veut entrer un jour dans l'UE, au lendemain de propos très durs du président turc contre les putschistes. « Un an après la tentative de putsch la main de l'Europe reste tendue », a écrit Jean-Claude Juncker dans une tribune publiée par l'édition dominicale du journal allemand Bild, alors que les négociations en vue d'une adhésion de la Turquie à l'UE sont depuis plusieurs années au point mort. Mais en échange, il est nécessaire « que la Turquie démontre clairement sa volonté d'être européenne et prenne à cœur de manière décidée les valeurs européennes fondamentales », a ajouté Juncker, dont les services sont chargés de mener les négociations d'adhésion avec la Turquie. « Une Union des Droits de l'Homme, de la liberté de la presse et de l'État de droit n'est par exemple pas compatible avec le placement en détention à l'isolement pendant des mois de journalistes sans mise en accusation », a ajouté le président de la Commission en référence notamment au cas d'un journaliste germano-turc, Deniz Yücel, accusé par Ankara de soutien à « terrorisme ». Il n'est toutefois pas certain que ces « menaces » aient beaucoup de poids alors que concrètement la procédure d'adhésion est en arrêt et que la Turquie plus que jamais s'est éloigné des principes et des valeurs démocratiques de l'UE pour se rapprocher de ceux d'une dictature.

F. M.

## Australie

## Les autorités déjouent un «complot terroriste» visant un avion

Les forces de l'ordre australiennes ont déjoué un «complot terroriste» présumé islamiste visant à «faire tomber» un avion avec un engin explosif improvisé, et quatre personnes ont été arrêtées à Sydney, a annoncé hier le Premier ministre Malcolm Turnbull.

«Je peux annoncer que la nuit dernière une importante opération de contre-terrorisme a eu lieu pour déjouer un complot terroriste visant à faire tomber un avion», a-t-il déclaré à des journalistes. Dans la foulée, les mesures de sécurité ont été renforcées dans les principaux aéroports du pays.

«La menace terroriste est bien réelle», a averti le Premier ministre, précisant que le projet d'attaque semblait plus relever d'un «complot élaboré» que de l'œuvre d'un loup solitaire.

Les quatre hommes, qui n'ont pas été formellement inculpés et dont l'âge n'a pas été révélé, ont été arrêtés samedi, lorsque la police a pris d'assaut des maisons dans au moins quatre quartiers différents de Sydney, dont le centre-ville.

Ils sont soupçonnés d'être liés à un complot «d'inspiration islamique», a déclaré le commis-

saire Andrew Colvin, de la police fédérale australienne. «Nous pensons qu'il s'agit de terrorisme d'inspiration islamique. Nous devons enquêter de manière approfondie sur ce qui se cache exactement derrière cela», a expliqué le commissaire.

Il a ajouté que ce sont des informations recueillies au cours des derniers jours qui ont mis les forces de l'ordre sur la piste d'une possible «attaque terroriste utilisant un engin explosif improvisé», préparé par des personnes à Sydney.

Des éléments «d'un grand intérêt pour la police» ont été recueillis lors des interpellations, mais pour autant, elle ne dispose pas pour l'instant de «beaucoup d'informations concernant cette attaque, le lieu, la date ou l'heure», a indiqué le commissaire. L'enquête promet d'être «très longue», a-t-il estimé.

«Nous examinons des informations indiquant que l'industrie aéronautique était une cible potentielle de l'attaque», a-t-il fait savoir.

Les autorités n'ont pas précisé si l'attaque visait un vol national ou international, mais selon le journal Sydney's Daily Telegraph, elle avait pour cible

un vol domestique.

La chaîne de télévision ABC a cité une femme qui affirmait que son fils et son mari avaient été arrêtés, mais qui niait tout lien avec le terrorisme.

Les autorités australiennes craignent de nouvelles attaques jihadistes après plusieurs attentats, dont le meurtre d'un employé de la police à Sydney par un adolescent de 15 ans, qui ont visé le pays ces dernières années.

Avant cette annonce, douze attaques avaient été déjouées et une soixantaine de personnes inculpées depuis que le niveau d'alerte a été relevé, en septembre 2014.

«Des personnes opérant comme des loups solitaires demeurent la principale menace pour l'Australie. Cependant, il est également possible que des personnes mènent des projets et des attaques plus sophistiqués», a indiqué hier à des journalistes le ministre de la Justice Michael Keenan.

Une coalition internationale emmenée par Washington et à laquelle appartient l'Australie mène des raids aériens contre l'Etat islamique (EI) en Irak et Syrie depuis l'été 2014.





## Festival Raconte-Arts

# Des activités intéressantes pour un public nombreux

■ Une forte affluence du public est enregistrée depuis le lancement de la quatorzième édition du Festival Raconte-Arts, ouvert le 24 juillet au village Ait Ouabane. Cette manifestation qui met en valeur la culture, les traditions et le patrimoine de la région sera clôturée aujourd'hui. Plusieurs activités culturelles et artistiques ont eu lieu dans le cadre de cet événement dans les rues et les édifices culturels de cette région.

Par Abla Selles

Encore une fois, le public qui a attendu le Festival Raconte-Arts n'a pas été déçu. Organisé comme de coutume au village Ait Ouabane de Tizi Ouzou, cet événement ouvert le 24 du mois de juillet courant sera clôturé aujourd'hui après une semaine d'activités culturelles et artistiques touchant toutes les disciplines. Des rencontres débats, des expositions, des lectures poétiques, des soirées musicales et plein d'autres activités ont marqué la quatorzième édition de cet événement qui a mis la lumière sur le patrimoine

matériel et immatériel de la région. Les œuvres de Eva Nothomb, Houari Bouchenak, Khéro Hadj Kacem, Nari GN et Mouna Bennamani, produites lors de la résidence d'artistes «Le voyage magique d'un certain Zéro» ainsi que les œuvres des animateurs interculturels formés dans le cadre du projet Voix du Sud, Voix du Nord, organisés par le CISP, ont arpenté les rues de Ait Ouabane depuis le début du Festival Raconte-Arts. Cette exposition en plein air a attiré un grand public de toutes les tranches d'âge. Des traditions sociales ont également été mises en valeur, à l'image du marché des productions bio-



agricoles et artisanales des femmes du village. Organisé chaque saison par l'association féministe «Asurif» pour promouvoir l'émancipation et l'intégration de la femme berbère dans la vie économique au même titre que les hommes, ce marché démontre jusqu'à quel point la femme de Ait Ouabane participe dans l'épanouissement de la vie sociale, économique et culturelle de la région. Le but majeur de ce marché n'est pas seulement la

commercialisation des produits mais aussi d'offrir un espace de découverte aux visiteurs. D'ailleurs, le public venu nombreux trouve dans ce marché tous les produits artisanaux des femmes du village et y découvre des métiers propres aux habitants de cette région.

De splendides nuits de conte sous les étoiles se sont tenues au mausolée du village lors de cet événement permettant de revisiter le patrimoine oral de la

région et découvrir de nouveaux conteurs. D'ailleurs, quatorze conteurs ont participé à ces soirées, proposant des contes porteurs de messages moraux et éducatifs. Plus de 400 personnes ont assisté à ces soirées qui se sont poursuivies jusqu'à la dernière heure de la soirée.

A. S.

## Festival d'Oran du film arabe

## Le rôle du cinéma dans la Révolution algérienne soulevé

Le cinéma algérien a été un art et une arme utilisés pour refléter l'image d'une Algérie en guerre durant la lutte de Libération nationale, a indiqué, samedi à Oran, l'universitaire et spécialiste dans l'histoire du 7<sup>e</sup> art algérien, Mourad Ouznadji, lors de sa conférence sur le thème «Cinéma et Mémoire», organisée dans le cadre du Festival international d'Oran du film arabe (Fiofa).

Le cinéma algérien, a-t-il souligné, a réussi à refléter les conditions dans lesquelles le peuple algérien menait sa lutte contre l'occupant français et sa détermination à recouvrer sa souveraineté et indépendance

nationales. Ces images, a expliqué le conférencier, ont également servi à faire connaître la cause algérienne à l'échelle internationale. «Les chefs de la Révolution avaient pris conscience de l'importance du cinéma comme arme pour servir la cause nationale», a indiqué Mourad Ouznadji, ajoutant que ces dirigeants ont contacté, en 1955, le cinéaste Djamel Chandarli pour le charger de la mission de faire connaître la cause nationale à l'étranger. Par la suite, la venue au front des combats, de photographes, journalistes et cinéastes à l'image de René Vautier, Pierre Chaulat, du Yougoslave Stevan Laabudovic

ou de Pierre Clément, ont également contribué à l'internationalisation de la cause algérienne et du soutien à cette dernière exprimé par l'opinion internationale. Concernant l'écriture de l'histoire du cinéma algérien, l'intervenant a insisté sur le renforcement de la collaboration entre les scénaristes et les historiens pour écrire des textes puisant leurs essences dans la vérité historique. Par ailleurs, le conférencier a salué les travaux cinématographiques dédiés à la vie de certaines personnalités ayant marqué l'histoire, à l'image des films consacrés à la vie des chahid Mustapha Ben Boulaid, Larbi Ben M'hidi, le colonel Lotfi ou

encore le penseur et réformiste algérien Abdelhamid Benbadis.

Mourad Ouznadji a insisté sur la nécessité de produire encore plus de films consacrés aux sujets historiques abordés par des professionnels algériens. Il a rappelé qu'en France, des dizaines de films sont réalisés chaque année pour donner une vision tronquée et orientée de la période coloniale et du combat libérateur des Algériens.

Le débat qui a suivi cette intervention a tourné autour de l'écriture cinématographique et l'histoire, ainsi que de la relation devant exister entre les cinéastes et les historiens arabes. L. B.

## Séminaire national Bibans-poésie

## Bordj Bou-Arréridj accueille la manifestation

Le 1<sup>er</sup> séminaire national, Bibans-poésie, s'est ouvert hier à Bordj Bou-Arréridj sous le thème «Rendez-vous avec la beauté», ont indiqué samedi les organisateurs. La manifestation qui aura lieu au complexe culturel Aïcha-Haddad réunira de nombreux

hommes de lettres et écrivains-poètes dont Toufik Ouamène, Bachir Kedhifa, Mohamed Kest, Ramzy Naili et Kada Dehou, selon la même source. Le programme de la manifestation de trois jours comprend également une caravane culturelle qui sillonnera plu-

sieurs communes de la wilaya pour y proposer des activités culturelles et de divertissement. Le séminaire est conjointement organisé par le commissariat du Festival culturel local des arts et des cultures populaires et la direction de la wilaya. F. H.

Prévu du 1<sup>er</sup> au 10 août

## Le cinéma est de retour à la salle Ibn Khaldoun

Les projections de cinéma ne connaissent pas de pause estivale du côté d'Ibn Khaldoun. Elles reprendront le 1<sup>er</sup> août pour se poursuivre jusqu'au 10 du même mois. «Spiderman : Homecoming», «Transformers :

The Last Knight» et les minions de «Moi, moche et méchant 3», actuellement à l'affiche au niveau de la salle Ibn Khaldoun (Alger-Centre) remplissent jusqu'au 10 août prochain au niveau de la même salle. Les cinéphiles pour-

ront découvrir ces dernières sorties à raison de 3 à 4 séances par jour, dont une séance à 22h.

Pour les anglophones et anglophiles, la séance en version originale sous-titrée, prévue habituellement le mercredi, n'aura exceptionnellement pas lieu. Pour rappel, le prix du ticket pour Spiderman est de 700 DA, celui des Transformers à 600 DA et enfin celui de «Moi, moche et méchant 3» à 500 DA. R. C.

### Rendez-vous culturels

**Galerie d'arts Aïcha-Haddad (84, rue Didouche-Mourad, Alger)**

**Jusqu'au 4 août :**

Exposition de l'artiste peintre Mohamed Meliani intitulée «Hommage à ma mère, sourire et nature».

**Palais des raïs, Bastion 23 (Bab-El-Oued, Alger)**

**Jusqu'au 31 juillet :**

Exposition «Entre rêve et réalité» de l'artiste peintre Doréa Younsi.

**Jusqu'au 3 août :**

Exposition «Alger, la protégée d'Allah».

**Théâtre de verdure Casif de Sidi-Fredj (Alger)**

**Dimanche 31 juillet :**

Concerts de cheb Abbès, Djamilia et Nessrine.

**Place de Matares à Tipaza**

**Du 13 au 17 août :**

Retour de l'événement Cinéplage.

**13 août :**

Projection des films «Le Hublot» et «Certifié Halal».

**14 août :**

Projection des longs métrages «El Maktoub» et «Papa n'zenu».

**15 août :**

Projection d'un extrait de concert musical de Aziz Sahmaoui puis du film «Les vacances de l'inspecteur Tahar».

**16 août :**

Projection de «Papillon» et «Chroniques de mon village».

**17 août :**

Projection du «Point de fuite» et «Timgad».

**Librairie du tiers-monde (Alger-Centre)**

**Samedi 5 août à 14h :**

Abdelhak Bérrhi signera son livre «Itinéraires, tome 1, de l'université à la politique», paru aux éditions Necib.



## Gymnastiques

## Ould Ali s'enquiert du stage bloqué de cinq jeunes talents

LE MINISTRE de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, a rendu samedi visite à cinq jeunes talents de gymnastique en stage bloqué à Boufarik (Blida) en prévision des prochains Jeux Africains de la jeunesse (JAJ-2018) qui se déroulent en Algérie.

Le ministre s'est dit très satisfait des «bonnes» conditions du déroulement de ce stage qui a débuté le 20 juillet à la salle omnisport «Ahmed-Mamou» de Boufarik où il s'est enquis des moyens mis à la disposition de la future élite nationale.

Le ministre a assisté à des exhibitions exécutées par ces talents avant de se rendre à l'Ecole nationale du sport équestre de Blida, lieu d'hébergement de ces gymnastes.

Le ministre a rappelé que ce 5<sup>e</sup> camp, organisé au niveau de 11 wilayas à l'instar de Blida, Tipaza, Alger, Jijel, Biskra, Mostaganem, Sidi Bel-Abbès, a concerné quelque 400 athlètes dans 18 disciplines sportives, et ce, en prévision des prochains Jeux Africains de la jeunesse (JAJ-2018) qualificatifs aux Jeux

Olympiques de la jeunesse 2018 prévus en Argentine.

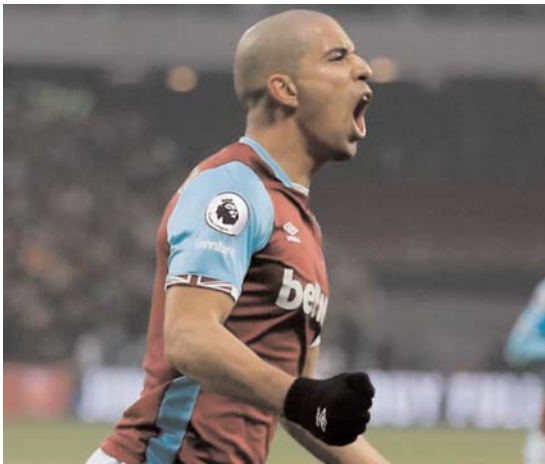
La mise sur pied d'une élite nationale dans diverses disciplines sportives en prévision des compétitions régionales et internationales «est l'un des axes de travail du ministère de la Jeunesse et des Sports en application de la politique du président de la République», a-t-il ajouté.

Cette politique a donné ses fruits au vu des résultats positifs enregistrés depuis le début de l'année en plus des nombreuses réalisations de nos athlètes lors des championnats du monde d'athlétisme handisport où l'Algérie s'est classée 7<sup>e</sup> sur 95 pays participants avec 19 médailles dont 9 en or, a souligné M. Ould Ali.

Le ministre s'est engagé à œuvrer pour davantage de résultats positifs grâce, a-t-il dit, à «la coordination et au travail avec les différentes fédérations pour honorer l'emblème national dans les fora régionaux et internationaux».

## Transfert

## Le directeur sportif de Galatasaray confirme l'arrivée de Feghouli



LE DIRECTEUR sportif de Galatasaray (Div.1 turque de football), Cenk Ergun, a confirmé samedi l'arrivée du milieu international algérien de West Ham United Sofiane Feghouli, affirmant que «tout a été réglé» avec le club anglais de Premier league.

«C'est fait, nous avons tout conclu avec West Ham pour le transfert de Feghouli. Le joueur est attendu dans les prochaines heures pour signer son contrat», a affirmé le dirigeant turc, cité par le site spécialisé Fanatik.

Galatasaray et West Ham se sont mis d'accord sur une indemnité de transfert de l'ordre de 4,5 millions d'euros, selon la presse locale.

Feghouli (27 ans) a été ciblé pour remplacer le milieu offensif néerlandais Wesley Sneijder, dont le contrat a été résilié à une année de son terme. Le 4<sup>e</sup> du dernier championnat de Turquie

a cassé sa tirelire cet été pour engager des recrues de poids, notamment l'attaquant français Bafétimbi Gomis et l'international marocain Younès Belhanda.

Le joueur algérien a connu une première saison difficile avec West Ham à cause notamment de ses blessures à répétition. Cette situation a poussé de nombreuses personnes dans l'entourage du club londonien à prédire la libération du joueur algérien à l'occasion du mercato estival. Il avait pris part à 23 matchs avec West Ham la saison écoulée, inscrivant 3 buts.

Ecarté de la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 disputée au Gabon, Feghouli a effectué son retour chez les Verts en juin à l'occasion du match amical face à la Guinée (2-1) et devant le Togo (1-0) dans le cadre de la 1<sup>re</sup> journée (Gr. D) des qualifications de la CAN-2019.

JS Kabylie  
Rahmouni  
et Moussouni limogés

■ L'entraîneur de la JS Kabylie (Ligue 1 algérienne de football), Mourad Rahmouni, et son adjoint Faouzi Moussouni, ont été limogés samedi de leur poste, a appris l'APS des concernés.

«**N**ous sommes stupéfaits par cette décision lâche qui intervient au moment où nous avons assuré le premier stage d'intersaison effectué à Tijkda. Le président Mohand Chérif Hannachi n'a même pas eu le courage de nous appeler pour nous informer de cette décision. De notre part, on ne va pas se laisser faire, nous refusons de résilier notre contrat à l'amiable sauf s'il nous paie les 14 derniers mois du contrat», a indiqué Moussouni.

Rahmouni et Moussouni qui avaient déjà travaillé ensemble au MO Béjaïa puis MC Saïda, ont été engagés la saison dernière au moment où la JSK luttait pour son maintien. Le club kabyle étant le seul à avoir réussi à rester parmi l'élite algérienne depuis son accession en 1969.

«Nous avons été sollicités par Hannachi la saison dernière alors que le club était sérieusement menacé par la relégation, nous avons dit oui sans la moindre hésitation en résiliant notre contrat avec le MCS. C'était un devoir pour nous mais aujourd'hui, nous avons été trahis par cette personne qui doit quitter le club», a ajouté Moussouni, remonté contre ce limogeage



«injustifié».

Pour les remplacer, le nom du technicien algérien Adel Amrouche, connu pour son travail effectué notamment en Afrique en dirigeant la barre technique du Kenya et du Burundi, est évoqué avec insistance.

Adel Amrouche avait dirigé l'USM Alger lors du précédent exercice avant de plier bagage à trois jours du coup d'envoi de la compétition pour être remplacé par le Français Jean-Michel Cavalli. La JSK, réputée jadis

par sa stabilité, notamment sur le plan technique, ce qui lui a permis, sous la houlette des entraîneurs Mahieddine Khalef et du Polonais Stefan Zywotko, de raffler plusieurs titres lors de la décennie 1980, a changé complètement d'attitude depuis plusieurs années. Hannachi est en train même de battre un triste record en matière d'entraîneurs engagés, puisque le changement de coach est devenu monnaie courante sous sa présidence.

## JSM Béjaïa

## Vers l'annulation du stage de Tunisie

Le stage d'intersaison que devait effectuer la JSM Béjaïa en Tunisie durant la première quinzaine du mois d'août prochain pourrait être annulé «pour des raisons financières», a annoncé samedi le club pensionnaire de la Ligue 2 Mobilis de football sur son site officiel.

«Le staff technique de la JSMB avait exprimé son vœu d'effectuer un second stage qui sera essentiellement consacré au travail technico-tactique. Ce deuxième regroupement qui devait avoir lieu en Tunisie durant la première quinzaine du mois d'août, risque de ne pas avoir lieu. La direction du club qui est confrontée à des difficultés financières risque d'annuler ce regroupement en terre tunisienne et se diriger vers une prépara-

tion à Béjaïa», précise le club. Les joueurs du nouvel entraîneur Mounir Zeghdoud ont clôturé mercredi dernier un stage de 10 jours effectué à l'Ecole des sports olympiques d'El-Baz, à Sétif, avec un match amical face au DRB Tadjenanet (défaite 1-0).

Les joueurs de la JSMB ont bénéficié de trois jours de repos avant la reprise des entraînements prévue hier après-midi au stade de l'Unité maghrébine de Béjaïa.

En matière de recrutement, le club de «Yemma Gouraya» a assuré les services de plusieurs joueurs à l'image du gardien de but de l'ES Sétif Abderaouf Belhane et des quatre sociétaires de l'US Biskra : le milieu récupérateur Mohamed Benchaira, le défenseur central Akil Nazim, le

milieu de terrain Seghier Salah et l'attaquant Belgherbi Abdelwahid. La direction de la JSMB a confié la barre technique à Mounir Zeghdoud, en remplacement de Younes Ifticen, parti à l'issue de la précédente saison. L'ancien défenseur international aura comme mission de faire accéder les Béjaouis en Ligue 1. L'ancien joueur de la JS Kabylie, Karim Doudane, a été désigné au poste de manager général en remplacement de Brahim Zafour, appelé à d'autres fonctions. La JSMB entamera la saison footballistique 2017-2018 en déplacement sur le terrain du RC Relizane, dans le cadre de la 1<sup>re</sup> journée de la compétition prévue le vendredi 25 août prochain.

## Ligue 2 française

Ferhat dans l'équipe type de la 1<sup>re</sup> journée

Le milieu offensif algérien, Zineddine Ferhat, figure dans l'équipe type de la première journée du championnat de Ligue 2 française de football après avoir contribué à la victoire de son club Le Havre sur le terrain de Tours (3-0), vendredi soir. Ferhat, qui entame sa

deuxième année au Havre, a été double passeur lors de ce rendez-vous qui a vu son équipe afficher tôt ses ambitions d'accéder dans la cour des grands.

Lors de l'exercice passé, le joueur de 24 ans, qui vivait pour l'occasion sa première expérience en Europe, avait réussi huit

passes décisives et marqué deux buts. L'ex-joueur de l'USM Alger avait reçu, en fin de saison passée, la visite du nouvel entraîneur de la sélection algérienne, l'Espagnol Lucas Alcaraz, mais n'a pas été convoqué pour les deux matchs contre la Guinée et le Togo en juin.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tapage nocturne provoqué des vacanciers à Baccaro/Tichy

## Des riverains bloquent la route et les sièges de la mairie et de la daïra

DES DIZAINES de citoyens de la station balnéaire «Baccaro» relevant de la commune de Tichy ont fermé, hier, les sièges de la mairie et de la daïra ainsi que la RN 09. Cette action intervient après le blocage, dans un premier temps, avant-hier, de la RN 09. Les manifestants dénoncent «l'anarchie, le tapage nocturne provoqué par des vacanciers et un concessionnaire d'un espace d'animation de spectacles» au niveau du village. Ils dénoncent également «l'insécurité régnant dans le village et le comportement de certains vacanciers qui veillent tard aux abords des plages, faisant du tapage et circulant dans le village, incommodant les habitants». Hier encore, ils ont interpellé les autorités afin d'agir rapidement avant que les choses ne débordent. Le maire, les services de sécurité et le chef de daïra ont tenu une réunion avec les riverains et «l'indu concessionnaire» exploitant un terrain domanial «sans autorisation pour organiser des spectacles en faveur des vacanciers et leurs familles», nous dit Abdelmadjid Kadi,

maire de Tichy. «L'exploitation de cet espace est tolérée car les vacanciers ont besoin de se divertir et le concessionnaire a toujours exploité le terrain en question», nous dit-on. Selon le P/APC : «L'exploitant a été sommé d'éteindre la sonorisation à minuit». Et de poursuivre : «L'exploitation du terrain nous a été refusée par les domaines». «Nous avons octroyé une autorisation à un concessionnaire pour l'exploitation d'un espace pour animation à la cité Bensaïd mais avec des conditions émises dans un cahier des charges», dira le maire. Seulement, il n'y a pas que les exploitants des spectacles d'animation qui dérangent les riverains, il y a aussi les buvettes et les dépôts d'alcool qui ouvrent à une heure tardive alors qu'ils sont autorisés à ouvrir jusqu'à 22h seulement. Ils sont au nombre de cinq après la fermeture des deux dépôts de boissons alcoolisées illicites il y a quelques semaines, nous indique une source locale.

Hocine Cherfa

## Annaba/Commune d'El Hadjar

### 3 décès et 14 blessés dans un carambolage

TROIS PERSONNES sont décédées et 14 autres ont été blessées à divers degrés dans un carambolage qui a eu lieu sur la RN 21 reliant les wilayas de Guelma et Annaba, dans la région d'El Kerma dans la commune d'El Hadjar (wilaya d'Annaba), selon un communiqué de la cellule de communication de la direction locale de la Protection civile. Cet accident s'est produit samedi soir consécutivement à un carambolage entre quatre voitures, dont un taxi, indique cette même source, faisant état de trois victimes, un homme de 54 ans et deux enfants âgés de 2 et 12 ans, ori-

ginaires de la wilaya de Guelma et qui sont décédées sur place avant d'être transférées à la morgue de l'hôpital d'El Hadjar. D'après le communiqué de la Protection civile, l'âge des 14 personnes blessées, à divers degrés, varie entre 6 et 52 ans, dont cinq femmes, et sont originaires des wilayas de Guelma, Annaba et Oum El Bouaghi. Ces blessés ont été transportés à l'hôpital d'El Hadjar afin de recevoir les soins médicaux nécessaires, et ce, après avoir été préalablement pris en charge par la Protection civile sur les lieux de l'accident, a-t-on précisé.

## Sonatrach-Samsung Engineering

### Règlement à l'amiable d'un différend sur une raffinerie

LA COMPAGNIE nationale Sonatrach et Samsung Engineering ont réglé à l'amiable un différend concernant des travaux au niveau de la raffinerie de Skikda, a indiqué hier Sonatrach dans un communiqué. «Sonatrach et Samsung

Engineering sont parvenus, le mercredi 19 juillet 2017 à Alger, à un accord global portant règlement à l'amiable du différend relatif à la clôture du contrat de réhabilitation et d'adaptation des installations de la raffinerie de Skikda», précise la même source.

ce. «Cet accord équilibré, qui préserve les intérêts des deux parties, ouvre de nouvelles perspectives de coopération entre Sonatrach et Samsung Engineering dans le domaine des hydrocarbures», a ajouté la même source. Safy T.

## Ministre britannique pour le Moyen-Orient et l'Afrique

### Alistair Burt en visite en Algérie à partir d'aujourd'hui

LE MINISTRE britannique pour le Moyen-Orient et l'Afrique, Alistair Burt, effectuera à partir d'aujourd'hui une visite de trois jours en Algérie, a annoncé, hier à Alger, l'ambassadeur du Royaume-Uni, Andrew Noble. «Cette visite s'inscrit dans le cadre des consultations sur la politique étrangère et les relations bilatérales entre les deux pays», a déclaré à l'APS, M. Noble en marge d'un atelier de formation

au profit des hauts délégués des ministères de l'Education nationale des pays du Maghreb portant sur le soutien aux enfants ayant des besoins éducatifs spéciaux, organisé par le British Council. M. Burt réitérera «l'engagement du Royaume-Uni à approfondir les liens avec l'Algérie dans tous les domaines, en particulier dans ceux de la sécurité régionale et la coopération économique»,

indique-t-on auprès de l'ambassade du Royaume-Uni. «Nos discussions ouvertes et régulières concernant le Partenariat Stratégique de Sécurité et le Forum d'Investissement ont bâti notre partenariat qui se renforce en permanence», a-t-on précisé. Le ministre va également «féliciter» l'Algérie pour son ambition à diversifier son économie, et exprimera le «soutien» de son pays au rôle

«constructif» que joue l'Algérie dans la région, y compris «le soutien au gouvernement libyen reconstruit internationalement pour restaurer la paix et la prospérité». Lors de sa visite, le ministre britannique rencontrera de hauts responsables de l'Etat et se rendra également au British Council, qui assure actuellement la formation de plus de 1 300 étudiants en langue anglaise.

M. L.

R. N.

## Café littéraire d'Aokas Des milliers de citoyens ont marché un livre à la main



Djalou@hotmail.com

## À l'occasion de l'anniversaire de son accession au trône

### Le Président Bouteflika félicite le souverain marocain

■ Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a adressé un message de vœux au souverain marocain, le Roi Mohammed VI, à l'occasion de l'anniversaire de son accession au trône, dans lequel il lui a exprimé sa ferme détermination «à œuvrer de concert avec lui au raffermissement des relations de fraternité et de solidarité et de bon voisinage entre les deux pays».

Par Slim O. «*Il m'est agréable, au moment où le peuple marocain frère célèbre l'anniversaire de votre accession au trône, de présenter à votre Majesté au nom du peuple et gouvernement algériens et en*

mon nom personnel, nos vœux les meilleurs de santé et de bien-être, priant Dieu Tout-Puissant de vous accorder ainsi qu'à toute l'honorable famille royale santé et prospérité et de guider le peuple marocain vers davantage de progrès sous votre direction éclairée», a écrit le Président Bouteflika dans son message. «Cet heureux évènement m'offre l'opportunité de réitérer ma détermination à œuvrer de concert avec vous au raffermissement des liens de fraternité, de solidarité et de bon voisinage unissant nos deux pays et à la promotion de nos relations à la hauteur des aspirations des peuples de la région au progrès,

au bien-être, à la sécurité et à la stabilité», a souligné le Président Bouteflika.

S. O./APS

Sur l'est et l'intérieur du pays

### Des températures caniculaires à partir d'aujourd'hui

DES TEMPÉRATURES maximales élevées sont attendues, à partir d'aujourd'hui sur les wilayas de l'Est dont des villes côtières et de l'intérieur du pays, annonce dimanche un Bulletin météo spécial (BMS), dont la validité prend fin le mardi 1<sup>er</sup> août 2017. Selon ce BMS, il est prévu un pic de température «atteignant ou dépassant localement 40 degrés Celsius sur les villes côtières et 44 degrés Celsius sur les villes de l'intérieur du pays», précisant que les wilayas concernées sont Skikda, Béjaïa, Jijel, Annaba et El Taref, pour les premières et Constantine, Mila, Guelma et Souk Ahras pour celles de l'intérieur.

R. N.